



« Français de souche »

Voyage au cœur du mal être français

Denis Bachelot

« Français de souche »

Voyage au cœur du mal-être français

Denis Bachelot est journaliste et essayiste. Il est l'auteur de *Les Maîtres à Représenter : essai sur la mise en scène des mythologies médiatiques*, Ed. Eska, 1997, et de *L'Islam, le Sexe et Nous*, Ed. Buchet-Chastel, 2009.

Les mots sont des armes et celui qui impose les siens dans le débat public gagne la bataille des représentations mentales, condition d'une victoire politique durable. Il faut donc prendre au sérieux les combats de vocabulaire que l'idéologie dominante impose. Le dernier front sémantique que cette dernière a ouvert est celui qui concerne l'emploi de l'expression « Français de souche », désormais considérée comme xénophobe, vichyste et devant être bannie du langage politiquement correct. L'issue de l'affrontement est encore incertaine, mais les implications du conflit engagé sont absolument capitales. Comme dans une guerre militaire, il y a des moments où un lieu, aussi insignifiant puisse-t-il paraître de prime abord, devient un enjeu stratégique et symbolique, capable de départager les vaincus et les vainqueurs.

L'affrontement autour du vocable « Français de souche » est un de ces moments de vérité. Il dit, enfin, la nature profonde du conflit politique qui déchire notre pays depuis quelques décennies. Se nommer soi-même c'est reprendre le contrôle de son destin.

Première partie

Le triomphe des « Maîtres à représenter »

Que signifie la diabolisation de l'expression « Français de souche » ? Il faut tirer le fil de la pelote et le dérouler jusqu'à ses limites ultimes pour saisir toute la portée de cet interdit. Cela signifie d'évidence que le porteur de l'injonction se donne le droit de définir l'identité de celui qui se définit comme tel. L'identité n'est plus portée par celui qui se définit lui-même en tant que « quelque chose » mais par celui, extérieur à lui-même, qui le définit selon sa propre vision. Ce qui veut dire, en clair, que la définition de son identité n'appartient pas à celui qui se nomme lui-même mais à celui qui le nomme.

Un enjeu de pouvoir et de domination

Nous sommes là face à un enjeu capital de pouvoir et de domination qui, tout au long des siècles, traverse l'histoire des hommes. C'est bien le dominant qui dicte à l'autre la définition de son identité. Pour s'en tenir à l'histoire récente, c'est bien le colonisé qui se voit affublé d'ancêtres « gaulois » par le colonisateur.

Mais le seul fait pour un groupe humain de se donner à lui-même une définition identitaire qui contredit la norme dominante est déjà une affirmation qui le constitue en une réalité identitaire. Et celui qui nie ce droit, de par sa seule négation, renforce cette réalité identitaire. Il la confirme a contrario, en quelque sorte.

Les données « objectives » de l'identité, si tant est qu'elles puissent être saisies, n'ont au fond peu ou pas d'importance dans le vécu identitaire. Ce qui compte d'abord, c'est la façon dont un groupe se vit et se perçoit au sein d'un environnement humain auquel il se compare et dont il se différencie par opposition aux autres. Si des millions de Français se vivent et se pensent en tant que « Français de souche », ils existent donc en tant que tels, si le sentiment d'une réalité commune les unit, en dehors de tout jugement de celui qui se sent extérieur à ce vécu identitaire.

Nier cette réalité existentielle en la renvoyant à une simple aberration historique ou une indignité morale, sans même prendre en considération sa vérité psychologique, est une posture de négation qui ne peut que reposer sur un rapport de forces et de domination.

Nous touchons là au cœur de la dépression mortifère française. Elle tisse la trame la plus intime de l'enjeu politique contemporain.

Le processus de déconstruction de l'identité française, socle de l'idéologie dominante depuis quatre décennies, révèle aujourd'hui sa vraie nature dans la géographie sociale du pays. Le socio-géographe Christophe Guilluy a pertinemment analysé le phénomène de recomposition du territoire national en fonction de critères sociaux et ethniques (1). Le constat est clair et sans appel : les perdants de la mondialisation libérale sont les classes populaires blanches, celles qui, massivement, ont été reléguées loin des grandes métropoles créatrices de richesses, pour se « réfugier » dans les zones périphériques défavorisées en termes d'emplois, de services sociaux et de transports.

Ce processus de transformation territoriale marque le triomphe des classes supérieures adaptées à la mondialisation libérale et qui maîtrisent les codes du pouvoir social et culturel. En contrepoint, les représentations culturelles de la France « d'en bas » ont été massivement dévalorisées au point de devenir les modèles repoussoirs, les anti-modèles donc, d'une modernité cool, mondialisée et, surtout, diverse.

Le triomphe des « maîtres à représenter »

Nous avons publié, il y a bientôt vingt ans, un livre qui analysait en profondeur le processus de retournement des représentations de la culture populaire et traditionnelle française, en une série de représentations répulsives et ringardes (2). L'idéologie dite « antiraciste » a été l'arme principale qui a permis le contrôle et la soumission des esprits; un processus de domination culturelle qui accompagnait, de fait, une nouvelle phase de domination sociale, dans un contexte de mutation économique accélérée.

On peut même lui fixer une date de naissance qui institutionnalise la haine identitaire de soi dans les représentations de la culture de masse : la sortie, en 1975, du film *Dupont Lajoie*. Image hideuse et dérisoire du « petit Français » sur fond de racisme assassin. Paradoxe cruel, l'homme qui incarnait à l'écran ce

« Dupont Lajoie » abject, quintessence de Français moyen, bistroquet et campeur à caravane de son état, n'était autre que Jean Carmet, le dernier acteur du cinéma français à porter l'âme populaire française, comme Raimu, Fernandel, Bourvil ou Gabin l'avaient fait en leur temps.

La domination culturelle a précédé la domination économique et sociale. Elle s'est construite, c'est la thèse que nous défendons dans notre ouvrage, comme un processus collectif d'identification à des représentations de masse qui se sont imposées par le jeu de leur dynamique mimétique.

Bien sûr, des forces d'influence ont pesé dans la mise en œuvre des outils de domination ; un exemple probant est celui de SOS Racisme, création concertée du PS et d'un groupuscule communautariste de gauche, l'UEJF. Pour autant, la correspondance entre les rapports de force sociaux et l'idéologie véhiculée par le système de représentation de l'idéologie « antiraciste » n'est pas mécanique. L'œuvre de déconstruction identitaire, basée sur un intense travail de culpabilisation de l'identité traditionnelle, n'était pas une condition indispensable de la nouvelle phase de déploiement d'un capitalisme en voie de mondialisation. Le nationalisme identitaire peut même être un puissant facteur de développement et de conquête économique, comme on l'a vu, notamment, en Chine, en Corée, à Taïwan ou Singapour. Il peut également cohabiter avec un individualisme consumériste forcé ; la Chine là encore est un bon exemple.

De même, la puissance hégémonique de l'empire américain n'impliquait pas, inéluctablement, le triomphe du modèle communautariste qui façonne la société américaine. Totalement dominé par la puissance de l'Oncle Sam, le Japon est resté hermétiquement fermé à l'immigration et à la diversité multiculturelle. Ce sont toujours les structures mentales qui, en définitive, font la différence.

Une partie importante des baby-boomers les plus éduqués a choisi la déconstruction identitaire comme marqueur idéologique de sa prise de pouvoir générationnel pour des raisons psycho-culturelles qui ont, en soi, leurs propres dynamiques, au-delà des simples logiques socio-économiques.

L'idéologie dominante a appuyé sa légitimité historique sur le long processus d'individuation des sociétés occidentales pour le détourner en mouvement de déconstruction radicale, bien au-delà de ce que les nécessités matérielles du temps l'exigeaient. Elle a construit, en quelques décennies, une représentation du monde qui constitue un horizon indépassable de la conscience collective européenne qui ne peut plus exprimer d'autres réalités que celles voulues, ou tolérées, par ses cadres établis.

Déconstruction sexuelle et négation identitaire

Paradoxalement, dans le même temps, la gauche (c'est-à-dire l'idéologie « progressiste » dans sa fonction de déconstruction de l'homme « ancien ») a perdu la bataille des idées. Elle ne représente plus grand-chose et ne produit plus rien. La gauche « intellectuelle » se concentre dans quelques univers militants, stériles et subventionnés, comme l'Education nationale, la « culture », le monde associatif ou les médias, dont l'influence repose essentiellement sur la proximité avec l'argent public et les réseaux qui lui sont liés.

Depuis la défaite historique de l'utopie sociale égalitariste, la déconstruction sexuelle et la négation identitaire sont les nouvelles frontières de la vulgate

progressiste, en tant qu'aboutissement et réalisation de « l'individu absolu » : celui qui évolue comme en apesanteur face aux héritages du collectif et aux déterminismes de l'ordre « naturel ». L'humanité nouvelle se doit donc d'être « postidentitaire » et « postsexuelle ».

Toutefois, au-delà de ses formulations militantes qui ne mobilisent que des franges marginales de la société, l'idéologie de l'individu absolu puise sa force et son apparente légitimité dans l'évolution endogène de l'individualisme contemporain qui mène à terme un long processus historique. Cette idéologie polymorphe, dégradée et simplifiée en messages répétitifs, imprègne les outils de représentation de masse de l'ordre marchand. L'individu « libéré », émancipé des limites des identités organiques (celles qui sont héritées de l'histoire) et qui construit son identité en fonction des objets du marché, est le consommateur idéal.

La perte du pouvoir intellectuel offensif s'est ainsi accompagnée d'une prise de pouvoir quasi absolue dans les représentations de la culture de masse. L'idéologie « révolutionnaire » de l'émancipation individuelle aura donc bouclé son cycle historique en tant que doctrine promotionnelle de l'ordre marchand consumériste qu'elle prétendait subvertir. L'histoire n'est pas à un paradoxe près !

Pour l'essentiel, désormais, l'utopie égalitariste du socialisme épuisé se déploie autour des questions sociétales.

Sur la question de l'identité sexuelle, la dernière grande bataille, en France, s'est jouée en 2013 autour du « mariage pour tous ». La gauche a remporté une victoire institutionnelle en imposant sa loi en dépit d'un mouvement de contestation massif, mais elle a, politiquement, remporté une victoire à la Pyrrhus. Elle a dilapidé ses forces dans une guerre d'images qui ne répondait pas aux attentes de la grande majorité de son électorat qui espérait, avant tout, des mesures sur le pouvoir d'achat et le social. Elle a, notamment, sévèrement entamé son capital de sympathie auprès de l'électorat musulman qui avait massivement voté Hollande en 2012. Ses marges de manœuvre sur les problématiques du « genre » se sont donc fortement réduites.

Deuxième partie

Se nommer soi-même, C'est reprendre conscience de son destin

La question identitaire, épicerie du conflit politique

Désormais, l'essentiel du combat politique se resserre autour de la question identitaire que le pouvoir en place reformule en termes de lutte « contre le racisme et l'antisémitisme ». Cette stratégie a le mérite immédiat de ressouder toutes les familles de gauche. Elle permet aussi au pouvoir actuel de se

repositionner en tant que champion d'un système menacé par les « extrémismes » et le « populisme », tout en neutralisant, du même coup, la droite institutionnelle, enrôlée dans le même combat.

L'idéologie dite « antiraciste » est, plus que jamais, le socle et l'épicentre des enjeux de pouvoir et de domination qui agitent la société française. Le lieu où, plus que jamais, les tensions entre les représentations de l'idéologie dominante et les réalités vécues par le corps social sont les plus violentes. Des attentats de *Charlie Hebdo* au déferlement de réfugiés clandestins sur les côtes d'Europe du Sud, l'actualité est là pour, chaque jour, nous rappeler cette violence.

L'offensive idéologique se déploie sur deux fronts : celui du politico-judiciaire et celui de la représentation et de l'affect.

Au plan politique, chaque nouvel épisode de violence lourde issue des faillites de nos politiques migratoires, après les lamentations d'usage sur le refus de l'extrémisme et l'indispensable retour au pacte républicain, entraîne une nouvelle vague de condamnation paroxystique du « racisme et de l'antisémitisme ».

Cette stratégie de l'amalgame, qui consiste à lancer des accusations indifférenciées, retombe en définitive sur la tête de ceux que le système de représentation dominant a depuis longtemps définis comme porteurs de dangerosité raciste : c'est-à-dire, bien évidemment, le Blanc plein de peur et de ressentiment – le représentant de la « France moisie », chère aux bien-pensants.

Pour qu'il n'y ait pas de doute possible sur la cible désignée, sans être nécessairement directement nommée, le système a pris soin d'institutionnaliser le mantra du « pas d'amalgame ». L'islam est innocent des crimes que l'on commet en son nom, et la violence observée est le fait de déséquilibrés ou de jeunes révoltés, victimes de l'exclusion. La lutte contre le « racisme et l'antisémitisme » doit donc se doubler d'un nouveau combat contre « l'islamophobie », pour ne pas pousser les « jeunes » à plus de désespoir et donc plus de violence. Le premier ministre est lui-même venu nous expliquer que la France, donc les Français, avait construit un système « d'apartheid » qui fonctionnait au détriment de ses populations issues de l'immigration.

Ainsi, grâce à un grossier tour de passe-passe, chaque nouvelle poussée de violence de minorités activistes se transforme en une nouvelle séquence répressive généralisée, structurée en système d'accusation de la France traditionnelle.

Répression et bons sentiments

La dernière grande étape de l'offensive politique, suite aux attentats de *Charlie Hebdo*, a vu le gouvernement socialiste mettre sur pied une loi, dite loi sur le renseignement, sorte de Patriot Act hexagonal, qui tend à mettre sous surveillance l'ensemble de la population pour neutraliser toute personne que le pouvoir qualifiera « d'extrémiste » et considérera potentiellement dangereuse... pour lui ! Les esprits les plus avisés ont dénoncé, en vain, les tendances liberticides de ce texte, à commencer par le célèbre juge antiterroriste Marc Trevidic.

Depuis plus de trente ans, le filet répressif se resserre autour d'une population qui s'est vue retirer le droit d'exprimer ou légitimer l'idée qu'elle se faisait de sa

propre identité et des attentes qui en découlaient : cette France qui ne peut plus se dire « de souche », qui n'a donc plus le droit de se nommer en tant que telle, mais que le système dominant ne cesse de nommer en creux quand il parle de lutte contre le « racisme ».

Cette situation de domination culturelle et sociale a été légitimée grâce à un long processus de détournement du réel qui, nous l'avons vu, a eu pour fonction essentielle de masquer la réalité des rapports de force qui structuraient la société. Le plus faible, le petit Blanc, ou le Français « traditionnel », a été présenté comme une menace pour une population immigrée, systématiquement montrée comme fragile et démunie face au racisme et à l'exclusion. Il suffit de voir la longue litanie des dessins de Cabu ou de Plantu, « maîtres à représenter » de l'idéologie dominante, pour se convaincre de cet état de fait. La vulnérabilité voire la détresse du « Français moyen » n'est, elle, jamais représentée.

Violences symboliques et violences réelles

Celui-ci, pourtant, a subi une double peine : outre sa fragilisation économique et sociale qui s'est tout particulièrement traduite dans la nouvelle géographie humaine du territoire national, il a été l'objet d'une entreprise de dévalorisation et de délégitimation de son vécu identitaire qui représente un phénomène de violence symbolique assez unique dans l'histoire. Cette violence, en effet, ne venait pas d'un phénomène d'invasion extérieure, comme l'ont subi les civilisations amérindiennes dans un espace de temps très court qui a suffi à les détruire, mais bien d'une agression endogène, portée par les rapports de force socio-culturels d'un moment de l'histoire européenne.

Cette violence mentale, toutefois, s'est traduite par une violence bien réelle et physique, celle d'une explosion des actes liés à la délinquance de proximité, pudiquement rebaptisés « incivilités », qui a, au niveau de la rue, placé le Blanc « ordinaire » en situation de victime, fragilisé par son absence de solidarité organique et le rejet global de la violence physique qui caractérise la modernité culturelle des sociétés européennes.

Cette réalité-là a été absolument niée, traitée en tant que « fantasme sécuritaire » et, surtout, massivement occultée par l'idéologie dominante et ses systèmes de représentation. Pour ne prendre qu'un seul exemple, les rapports annuels du CNCDH, qui, depuis plus de vingt ans, servent de baromètre officiel à l'évaluation du « racisme » en France, n'ont jamais pris en compte les agressions dont sont victimes des Français blancs de la part de personnes d'origine non européenne : une négation qui représente une violence identitaire a contrario, que l'on peut donc qualifier de raciste, qui s'appuie sur la légitimité institutionnelle de l'Etat français.

Dans l'ordre des représentations dominantes, chacun doit garder la place que le système lui a allouée : le racisme est une émanation de la France blanche traditionnelle et la France nouvelle issue de l'immigration extra-européenne est victime de « stigmatisation » et d'exclusion. A la fois au-dessus et au cœur de la mêlée, la France des autorités « morales » – celle des partis politiques, des associations subventionnées, des autorités religieuses et communautaires, des syndicats, des prêcheurs médiatiques et de tant d'autres – mène le juste combat contre les idées et les propos « nauséabonds » qui rappellent « les heures les plus sombres de notre histoire » ! Le langage est codé, le lexique pavlovien ;

nous sommes dans la propagande lourde et le conditionnement de masse qui ne peuvent tolérer le doute, la nuance et la controverse.

Contrôle de l'information et contrôle des représentations

Mais chacun aura bien compris que nous sommes, de fait, dans la simple gestion d'un rapport de pouvoir et de domination. Et qu'importe, au fond, que l'épuisement vital de l'idéologie dominante face aux réalités rebelles ait scellé sa défaite intellectuelle. Le contrôle en profondeur de l'information qui permet d'orienter les perceptions et les affects des citoyens, et la maîtrise des représentations dans les outils de communication de masse, suffisent à maintenir la force de domination du système en place. Ce dernier peut même se contenter de porte-parole dérisoires, tels Jamel Debbouze, Joey Starr, Yann Barthès, ou, dans de grandes occasions, Madonna, pour entretenir l'illusion d'une vitalité offensive. *The show can go on* ; oui, mais jusqu'à quand ?

Les résistances identitaires se font de plus en plus sourdes et la négation de la réalité ne suffit pas à anéantir ses effets délétères. Le Français « historique », dans une société qui se communautarise à grands pas, prend conscience de sa spécificité identitaire. Il devient « de souche », sans même l'avoir vraiment voulu. Tous les débats lancinants sur la laïcité, le voile, le hallal, le porc dans les cantines, la mixité dans l'espace public et d'autres encore sont autant de points de tension qui renvoient « l'indigène » à ses origines.

L'identité est d'abord une affaire d'interaction et d'effets miroirs. Les jeunes, plus immergés que leurs aînés dans les violences polymorphes de la cohabitation multiculturelle, sont les plus touchés par le sursaut identitaire : les jeunes Blancs des couches populaires, les 18/35 ans, massivement votent pour le Front national, seule expression de dissidence à laquelle ils ont accès.

Le Blanc populaire, note Christophe Guilluy – après des décennies de polarisation des politiques sociales sur la paupérisation des banlieues – redevient, comme au XIXe siècle, l'incarnation des « classes dangereuses » qui menacent l'ordre établi. Cette « France invisible », selon l'expression du géographe, sur laquelle la France des élites avait mis une croix, non seulement n'a pas disparu, mais peut encore entrer en révolte sociale, type les Bonnets rouges, et demain, peut-être, en rébellion ouverte. La question sociale et la question identitaire se sont mélangées dans les urnes à travers le vote Front national ; qu'advient-il si, un jour, elles fusionnaient dans la rue ?

Si la notion de Français de souche s'imposait dans le débat public comme une réalité centrale et exigeante, elle bousculerait l'ordre établi qui se légitime dans les systèmes de représentation dominants. Celui qui, depuis des décennies, est stigmatisé pour sa dangerosité raciste et son archaïsme culturel pourrait désormais revendiquer un statut de victime et, à ce titre, changer l'agencement des rapports de force. A contrario, ceux qui se sont donné à eux-mêmes le rôle de conscience supérieure dans le domaine des valeurs démocratiques et humanistes pourraient apparaître alors comme les tourmenteurs de leur peuple.

Etre collectif vs individu absolu

De même, l'appartenance à la nation et à la citoyenneté devrait être repensée en fonction d'une réalité identitaire portée par une longue mémoire qui s'incarne dans la continuité d'un peuple autochtone, même s'il peut s'enrichir d'apports

divers à travers les siècles. La rupture est totale par rapport à la vision de la citoyenneté horizontale, désincarnée et formaliste qui sévit aujourd'hui et qui dénie le droit à une communauté, encore majoritaire, de se penser et se vivre comme le référent légitime et premier de l'identité nationale, et même de se nommer en tant qu'entité existante.

En arrière-plan de cette confrontation politique s'opposent deux visions de l'Être radicalement inconciliables. L'homme est-il un être de mémoire et d'appartenance dont l'individualité ne peut se concevoir en dehors de l'être collectif qui la constitue, ou bien un sujet, hors sol et hors nature, qui peut se construire et se réinventer à chaque nouvelle étape de son développement ?

Ce n'est pas la question du « vivre ensemble » – simple mantra de la novlangue institutionnelle – qui se pose aujourd'hui aux sociétés européennes, mais bien la question existentielle de l'être social, qui s'ouvre comme un abîme à l'horizon de leur conscience désorientée. L'idéologie « postmoderne » de l'individu absolu a malmené notre capacité à appréhender l'humain à travers les contraintes « naturelles » de son être collectif.

Un cadavre encombrant

La condamnation de l'expression « Français de souche » dans le débat public est bien une ligne de front, ultime et décisive. Se nommer soi-même, c'est reprendre le contrôle de son destin. Et c'est bien là que sévit le trou noir de la vie politique française depuis des décennies : dans la négation du droit du sentiment populaire (dans le sens de peuple en tant que communauté) de dire ce que l'« être français » veut dire. Déjà, au début des années 1990, le philosophe Marcel Gauchet, à propos du triomphe récent de l'impératif pluriculturel, notait que « *cette transformation présente la particularité d'avoir échappé, de bout en bout, au débat et à la décision démocratique, soit au titre de l'impuissance de l'Etat devant une réalité plus forte que lui, soit au titre d'une chose imposée au pays par l'oligarchie économique-politique...* » (3).

C'est ce cadavre du déni démocratique qui s'agite aujourd'hui dans les placards de la République. Pourra-t-on le tuer une deuxième fois ?

Denis Bachelot

25/05/2015

Notes :

- (1) *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*, Ed. Flammarion.
- (2) *Les Maîtres à Représenter : essai sur la mise en scène des mythologies médiatiques*, Ed. Eska.
- (3) *Le Débat*, n° 60, mai-août 1990.

Voir aussi :

« [Être français](#) » avec sa [vidéo intégrée](#) « Être Français ».
<http://www.polemia.com/etre-francais/>
<https://www.youtube.com/watch?v=PTqcf8OIJ34>